

DOSSIER

d'engagements

PRENONS
le **PARTI**
de la 
SOLIDARITÉ

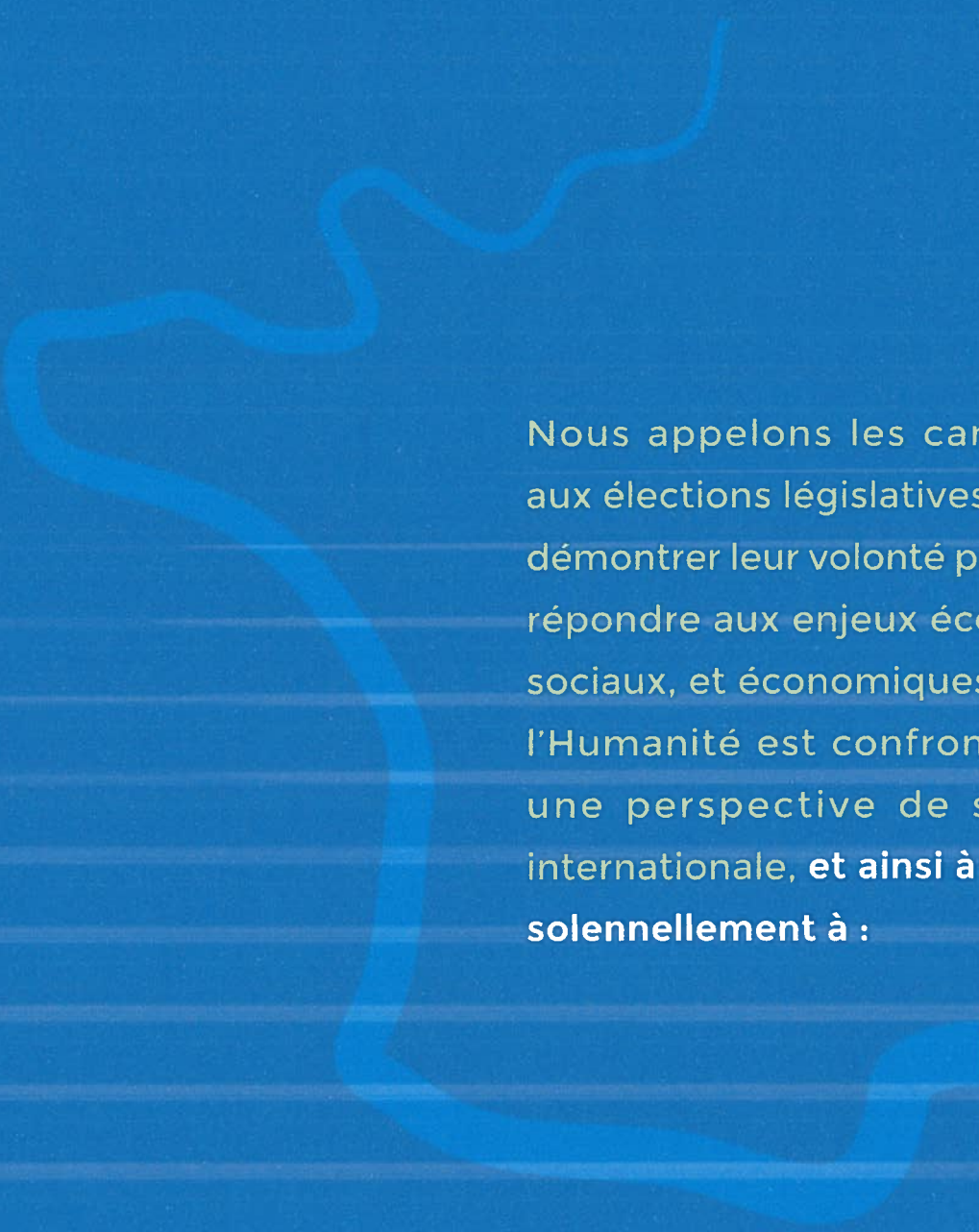


Propositions

pour une **France solidaire**
dans le monde en 2017

act:onaid
pour des peuples solidaires





Nous appelons les candidat·e·s
aux élections législatives de 2017 à
démontrer leur volonté politique de
répondre aux enjeux écologiques,
sociaux, et économiques auxquels
l'Humanité est confrontée, dans
une perspective de solidarité
internationale, **et ainsi à s'engager
solennellement à :**

PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Le Parti Communiste Français demande = l'organisation d'une COP fiscale pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale - suppression du CICE et réforme de l'impôt sur les sociétés le rendre progressif, le modifier en fonction du utilisation des bénéfices en faveur d'investissements favorables à la création d'emploi, à la formation et à l'environnement.	

PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : - Réforme de la fiscalité locale des personnes : réviser les valeurs locatives, plafonner la Taxe d'habitation / situation des familles - Réforme de la fiscalité de la consommation : C.Taux 0 pour produits de 1 ^{ère} nécessité - etc... - Réforme de droits de mutation à titre onéreux - Réexamen de l'ensemble de la fiscalité des sociétés de personnes	

PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Notre proposition au Pcf = Prendre le pouvoir sur les banques = création d'un pôle public bancaire autour de la Caisse de Dépôts, Banque Postale BNP Soc. Générale - pour permettre de peser sur l'orientation du crédit et de l'épargne au service de la sécurisation de l'emploi et de la création de richesse dans les territoires. - Au lieu des aides publiques actuelles, repenser le statut des banques coopératives et mutualistes	

PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
---	---

Commentaires : le PCF et ses élus demanderont :

- Droit d'accès de citoyens et de du(e)s, à des informations détaillées sur l'activité des banques dans chaque quartier, et sur les aides publiques octroyées aux entreprises -
- Droit des salarié(e)s de suspendre les plans de licenciement et d'imposer le financement par les banques de solutions alternatives -
- Remplacer le ~~Ardoisiers~~ par fonds national et régional pour l'emploi et la formation

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
---	---

Commentaires :

PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires : Nous nous engageons pour la création d'un pôle public de l'énergie afin de mettre la filière à l'abri des logiques financières et d'en améliorer la maîtrise publique et citoyenne, de faire progresser la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique les agrocarburants pour le développement de la nourriture de populations locales.</p>	

PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires :</p>	

PROPOSITION

9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Mise en œuvre d'un Plan de Transition Écologique de la production agricole avec comme perspective une agriculture sans OGM autonome en ressources non renouvelables et participant à la santé publique et à la lutte contre le réchauffement climatique

PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Moratoire immédiat : financier, fiscal de l'agriculture française pour permettre aux exploitations de retrouver leur équilibre économique et l'adoption d'une loi qui encadre strictement les marges et les pratiques de la grande distribution et fixe un prix minimum garanti aux producteurs.

PROPOSITION

11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Respect des engagements pour les "relocali-
sations" de réfugiés et plan européen
d'accueil digne, humain et efficace
en rupture avec l'Europe fortresse.

PROPOSITION

12

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

PROPOSITION

14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Lettre contre le dumping social, les travailleurs détachés, respecter les conventions de l'OIT.	

PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
--	--

Commentaires: *Notre proposition: basé de l'égalité hommes - femmes une grande cause nationale avec des financements publics à la hauteur de cet enjeu est une urgence. Nous défendons l'adoption de la clause de l'européenne la plus favorable -*

- Adopter une nouvelle loi pour une parité *intergale* et généralisée pour tous les élections
- lutter contre le harcèlement de rue
- rendre inéligible un élu convaincu de violence sexistes et/ou sexuelles

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.

Nom: KUSIAWSKI

Prénom: Geneviève

Département: 78

1^{ère} circonscription

Étiquette politique: PCF

Date: 5 février 2017

Signature: